

**MALAISIE : FICHE PAYS – AVRIL 2026**



Catégorie OCDE (2026) : 2/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A- / A3 / BBB+

Change : Ringgit malais (MYR) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

**FORCES**

- Economie diversifiée
- Forte participation aux échanges internationaux
- Importante consommation des ménages
- Niveau de vie relativement élevé

**FAIBLESSES**

- Endettement privé très élevé
- Recettes budgétaires relativement faibles
- Environnement politique mouvementé
- Tensions ethniques et religieuses

**SYNTHÈSE :**

Évolution des risques : stable

**Environnement macroéconomique et financier :**

- Vulnérabilité de la croissance : La croissance malaisienne resterait soutenue en 2026 (proche de +4,7 %), portée notamment par la demande interne. Très intégrée dans les chaînes de valeur internationales, la Malaisie reste exposée aux aléas du commerce international (droits de douane américains, perturbations d'approvisionnement). A moyen terme, le pays présente des perspectives favorables et entend renforcer son potentiel dans les industries à haute valeur ajoutée.
- Vulnérabilité des comptes publics : Post crise sanitaire, le pays a opéré une réduction progressive de son déficit public (-3,8 % du PIB en 2025). Stimuler les recettes semble nécessaire pour passer le déficit sous le seuil de -3 % du PIB visé par les autorités à moyen terme. Le risque souverain reste maîtrisable, au vu de la structure de la dette publique (près de 70 % du PIB).
- Vulnérabilité extérieure : Les exportations malaisiennes sont diversifiées et garantissent au pays un excédent courant structurel. La Malaisie pourrait profiter de la stratégie « Chine+1 » pour attirer des IDE et renforcer son potentiel à l'export. La Banque centrale devrait continuer d'opérer avec vigilance pour limiter la volatilité du Ringgit face à l'USD et ainsi limiter le risque de change, auquel la dette externe reste exposée. Les capacités d'accès à la liquidité sont suffisantes avec des réserves de change couvrant 69 % de la dette externe de court terme dans un contexte où celle-ci concerne principalement les banques privées.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire repose sur des fondamentaux solides et en amélioration. Si l'endettement du secteur privé est élevé (158 % du PIB), des actifs importants limitent le risque de contrepartie pour le secteur bancaire. Les ratios de prêts non performants sont restés faibles (1,4 %).

**Environnement politique et gouvernance :**

- Stabilité socio-politique : La stabilité politique semble de retour depuis fin 2022, avec néanmoins des coalitions et alliances à la tête du pays aux intérêts parfois divergents, avec notamment des rivalités (ethniques, religieuses) sources de tensions. La Malaisie poursuit son pragmatisme dans ses relations diplomatiques et consolide ses liens (Asie, Etats-Unis, Europe).
- Climat des affaires : La Malaisie dispose d'un cadre réglementaire favorable aux investissements.

**Environnement et politique du climat :**

- Vulnérabilité climatique : Le risque physique est modéré en Malaisie, avec toutefois des vulnérabilités (eau, sécurité alimentaire). Malgré une hausse rapide au cours de la décennie de la part des énergies renouvelables dans le mix électrique, la spécialisation du pays dans les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) présente un risque de transition non négligeable.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Singapour	14,9%	1 Chine	21,8%
2 Chine	14,1%	2 Singapour	10,8%
3 Etats-Unis	11,6%	3 Etats-Unis	8,1%
4 Hong Kong	6,3%	4 Taiwan	7,6%
22 France	0,5%	19 France	0,8%

Source : ITC

**Principaux produits échangés**

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Equipement élec.	36,8%	Equipement élec.	28,7%
Combustibles	14,4%	Combustibles	16,3%
Machines méca.	9,7%	Machines méca.	13,0%
Huiles	5,7%	Plastiques	3,0%
Appareils optiques	4,7%	Automobiles	2,7%

Source : ITC

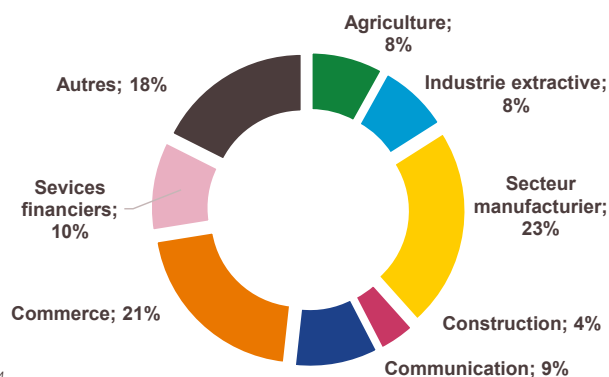


## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MALAISIE	2022	2023	2024	2025 (e)	2026 (p)	2027 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	408	400	422	471	505	538
<i>Rang PIB mondial</i>	36	36	35	35	36	37
Population (Mns)	32,7	33,1	33,5	33,9	34,2	34,6
<i>Rang Population mondiale</i>	47	47	48	48	48	49
PIB / habitant (USD)	12 490	12 098	12 619	13 901	14 762	15 534
Croissance PIB (%)**	9,0	3,5	5,1	5,2	4,7	4,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,4	2,5	1,8	1,6	2,2	2,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	66,7	68,4	69,8	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB)	65,5	69,7	70,1	70,4	70,5	70,6
Solde public (% PIB)	-5,5	-5,0	-4,1	-3,8	-3,5	-3,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)**	10,2%	9,0%	9,8%	10,6%	12,5%	12,6%
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	3,2%	1,1%	1,4%	1,5%	1,8%	2,0%
IDE (% du PIB)	0,8%	0,5%	0,9%	1,2%	1,7%	1,9%
Réserves (en mois d'importation B&S)	5,0	5,9	5,6	5,6	6,0	5,9
Dette extérieure totale (% PIB)	64%	69%	72%	69%	67%	66%
Dette extérieure CT (% PIB)***	26%	29%	31%	28%	27%	26%
Taux de change***	4,4	4,6	4,5	4,3	NA	NA
<b>SYSTEME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	19,0	19,0	17,8	18,4	NA	NA
Taux de NPL***	1,7	1,7	1,4	1,4	NA	NA
ROE	10,0	9,8	10,2	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	82	81	75	0	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	25	25	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	52	52	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Avril 2020), \*Banque Mondiale, \*\*BMI Fitch Ratings, \*\*\*NBM, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Malaisie: Part des secteurs dans le PIB (2024)



Source: DOSM

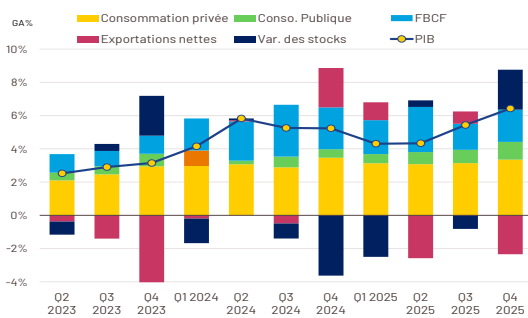


# 1. SITUATION ECONOMIQUE

## • Une croissance maintenue en 2025

La croissance du PIB a atteint +5,2 % en 2025 (après +5,1 % en 2024). Le secteur des services (+5,5 % en m.a) et celui manufacturier (+4,5%) ont été dynamiques, portés par la vigueur de la demande domestique. La consommation privée, principal moteur de la croissance (contribution de +3,3 pts à la croissance annuelle), bénéficie d'un marché de l'emploi dynamique et d'une politique de revalorisation salariale d'ampleur<sup>1</sup>.

Malaisie : contributions à la croissance du PIB



Sources : Department of Statistics Malaysia, Refinitiv

Les investissements, publics, privés et étrangers<sup>2</sup> ont également été particulièrement dynamiques (+9,6 % en m.a.), notamment grâce au nouveau cadre d'incitation à l'investissement (NIIF) datant de 2025<sup>3</sup> et à la poursuite de projets stratégiques comme la zone économique spéciale de Johor-Singapour qui a concentré 35,5 Md USD d'investissements en 2025. Cela a profité aux secteurs des TIC (infrastructures d'intelligence artificielle, big data, data centers) et des composants électroniques (respectivement +6,2 % et 9,9 % en m.a), ainsi qu'au secteur de la construction (+12,2 %).

En 2025, les exportations malaisiennes ont bénéficié du cycle mondial de reconstitution des stocks de composants électroniques. Le pays a aussi profité du redéploiement des chaînes de valeurs mondiales (CVM), liées aux tensions Chine-États-Unis, pour augmenter ses exportations aux États-Unis<sup>4</sup>. Cet effet a persisté en 2025 malgré des droits de douanes effectifs de 11,0 % imposés par les États-Unis.

## • Poursuite de la croissance interne et incertitudes extérieures en 2026

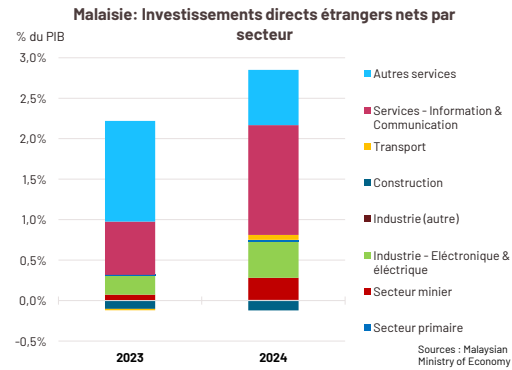
Les instituts de prévisions tablent sur une croissance comprise entre +4 % et +5 % pour 2026. La consommation privée et les exportations seraient les principaux moteurs de la croissance. L'investissement resterait soutenu, en lien avec le prolongement des projets d'infrastructures et la mise en œuvre du 13<sup>ième</sup>

<sup>1</sup> Hausse du salaire minimum de +13 % et subventions de 50 M USD pour encourager les hausses salariales dans le secteur privé.

<sup>2</sup> Les IDE représentent 37 % des investissements et proviennent en majorité de Singapour, de Chine et des États-Unis.

<sup>3</sup> Incitations fiscales et fonds d'investissement dans les circuits intégrés, l'intelligence artificielles et les technologies de données.

plan pour la période 2026-2030<sup>5</sup>, qui prévoit 154,1 Md USD pour le développement des semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle, de l'énergie, du tourisme et des transports. La Banque Centrale (BNM) devrait suspendre le cycle d'assouplissement monétaire engagé en 2025<sup>6</sup> alors que la hausse du coût de l'énergie risque de faire ressurgir les tensions inflationnistes.



Sources : Malaysian Ministry of Economy

La Malaisie est exposée à certaines conséquences du conflit au Moyen-Orient. Elle importe 60 % de ses besoins en engrais minéraux, la rendant vulnérable au renchérissement de leur coût (notamment engrais phosphatés, azotés et ammoniac), qui pourraient soutenir les prix alimentaires. Les difficultés d'approvisionnement pourraient également concerner certains plastiques comme le polyéthylène, nécessaire à la production d'emballages plastiques et dont le tiers est importé des pays du Golfe. En revanche, la Malaisie est exportatrice nette de GNL, ce qui pourrait partiellement compenser la hausse du coût des importations énergétiques dans la balance commerciale.

En dépit des droits de douanes, la reconfiguration des CVM devrait continuer de soutenir les exportations vers les États-Unis, au prix cependant d'une hausse des importations chinoises : selon Global Trade Alert environ 30 % des exportations chinoises vers le marché américain ont transité via un autre pays en 2025, en grande partie de l'ASEAN - dont la Malaisie). Les exportations d'équipements électriques bénéficieraient du cycle positif des composants électroniques, en particulier d'une forte demande de semi-conducteurs<sup>7</sup>.

## • Un secteur bancaire solide

L'endettement des entreprises et des ménages est très élevé (158 % du PIB au S2 2025) et constitue un point de vigilance. Un risque qui apparaît limité à ce stade au vu de la faiblesse du taux de prêts non performants (1,4 % du total des prêts au S1 2025) et d'une large couverture des intérêts des entreprises par les résultats

<sup>4</sup> Son surplus commercial vis-à-vis des États-Unis a augmenté de 45 % en valeur et la part des exportations vers les États-Unis sont passés de 8 % du total sur la période 2020-2024 à 14,5 % pour 2025.

<sup>5</sup> Le plan intègre 3 dimensions principales : augmenter la valeur ajoutée des activités (grâce à l'innovation), renforcer la gouvernance publique et améliorer le plancher social (bien-être, inclusion).

<sup>6</sup> - 25 pdb passant de 3 % à 2,75 %.

<sup>7</sup> World Semiconductor Trade Statistics



d'exploitation (ratio de couverture de 620 %). Par ailleurs, le secteur bancaire affiche des fondamentaux solides (solvabilité, liquidité, rentabilité). La BNM procède à une réforme afin de renforcer la transparence et le fonctionnement du marché des taux interbancaires en s'alignant sur des standards internationaux<sup>8</sup>.

- **Perspectives à moyen terme**

Le FMI table sur une croissance dynamique à moyen terme (+4 %/an en moyenne d'ici 2030) et malgré le retard pris lors de la crise sanitaire, cela lui permettrait d'atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici 2026<sup>9</sup>.

La Malaisie est très bien positionnée en aval des chaînes de valeur internationales dans le secteur électronique, avec une part de marché à l'export de 7,5 % pour les semi-conducteurs en phase d'assemblage, de testing et de packaging. Le programme New Industrial Masterplan 2030 vise à renforcer l'intégration dans des chaînes de valeur sophistiquées, en particulier dans l'électronique, les semi-conducteurs<sup>10</sup> et les services numériques. A ce titre, la zone économique transfrontalière JS-SEZ, spécialisée dans les secteurs technologiques à haute valeur ajoutée, est un point nodal de la stratégie malaisienne. Le projet fait levier sur la capacité productive de l'État du Johor tout en mobilisant le capital, la technologie et la connectivité mondiale de Singapour.

De plus, fort d'un climat des affaires de qualité, la Malaisie est bien positionnée dans la région pour attirer des IDE, en particulier dans le cadre de la stratégie « Chine+1<sup>11</sup> ». Le partenariat régional économique global (RCEP), signé par 15 pays d'Asie et du Pacifique, permet aussi de stimuler les échanges commerciaux.

Deux principaux facteurs pourraient peser à moyen terme sur le renforcement de la consommation privée : le niveau élevé d'endettement des ménages (69 % du PIB) et les inégalités (coefficient de Gini de 0,39).

## 2. FINANCES PUBLIQUES

Le fort soutien public pour faire face à la crise sanitaire a mené à une hausse de l'endettement public de près de 10 pts de PIB par rapport à 2019 et à une révision du plafond de la dette gouvernementale de 55 % à 65 % du PIB. Depuis 2022, les autorités ont engagé une consolidation budgétaire, ramenant le déficit autour de -3,8 % du PIB en 2025 selon le FMI, et le Budget 2026 vise une nouvelle réduction à -3,5 % du PIB, conformément à l'objectif de descendre sous -3 % d'ici 2030. Cette stratégie repose sur deux leviers : l'élargissement de la base fiscale et le ciblage accru des prestations sociales afin de réduire les dépenses courantes (de 16,5 % à 15,9 % du PIB). La digitalisation

<sup>8</sup> D'ici 2029, le taux MYOR, basé sur les transactions effectuées au jour le jour, remplacera le KLIBOR, basé sur un système déclaratif.

<sup>9</sup> 13 935 USD/an/habitant selon la Banque Mondiale contre 13 901 USD/an/habitant en 2025 en Malaisie.

<sup>10</sup> Face à la volatilité des cycles des semi-conducteurs la Malaisie tente de s'inscrire davantage sur les segments amont (R&D, design, conception)

<sup>11</sup> Diversification via les pays d'Asie du Sud, des chaînes d'approvisionnements d'entreprises produisant en Chine.

de l'administration fiscale<sup>12</sup> doit permettre de limiter les fraudes, tandis que l'élargissement des accises sur le tabac et l'alcool (environ 8 % des recettes fiscales actuelles) soutiendrait les recettes.

La hausse du cours du pétrole début 2026 devrait affecter les finances publiques, avec l'augmentation des subventions sur les carburants (11,6 % du PIB en moyenne depuis quatre ans), malgré un début de réforme<sup>13</sup> visant à en réduire l'ampleur. Cette détérioration serait atténuée par la hausse des recettes non fiscales - via les dividendes de la société nationale d'hydrocarbure Petronas.

La dette publique s'élève à près de 70 % du PIB selon le FMI. Elle est détenue par des créanciers domestiques à hauteur de 75 % et la part en devises étrangères est négligeable. Par ailleurs la dette présente une maturité moyenne longue (6,8 ans pour la dette obligataire), limitant ainsi le risque de change et le risque de refinancement.

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Excédent courant structurel**

En 2025, fort de la dynamique des exportations de matériel électronique (40 % des exportations), l'excédent courant a atteint +1,6 % du PIB. Malgré des vents contraires avec les droits de douane américains (cf. Partie 1), les exportations ont progressé de +4,2 % sur un an (en valeur). En effet, les droits de douanes américains ont été moins pénalisants qu'attendu avec un taux effectif de 11,0 %<sup>14</sup>, grâce aux exemptions sur certains métaux, minerais et produits énergétiques. La hausse des cours du pétrole et du GNL liée à la guerre en Iran profiterait aux recettes d'exportation malaisienne, de même que la demande d'huile de palme<sup>15</sup> alimentée par l'utilisation croissante de biocarburants.

À moyen terme, la croissance des exportations malaisiennes devrait se maintenir : le pays ne dépend pas exclusivement des hydrocarbures pour ses recettes extérieures, ce qui le protège partiellement de la volatilité des cours mondiaux. Par ailleurs, les investissements massifs engagés pour diversifier la base exportatrice - notamment dans l'électronique, les batteries et les composants automobiles - devraient créer de nouveaux débouchés à l'international.

- **Volatilité du Ringgit**

En 2025, le Ringgit s'est nettement renforcé face au dollar (+6,9 % en g.a.) dans un contexte où celui-ci s'est fortement déprécié. A la faveur du dynamisme de l'activité et du redressement de la balance courante, le

<sup>12</sup> Numéro d'identification TIN, e-invoicing.

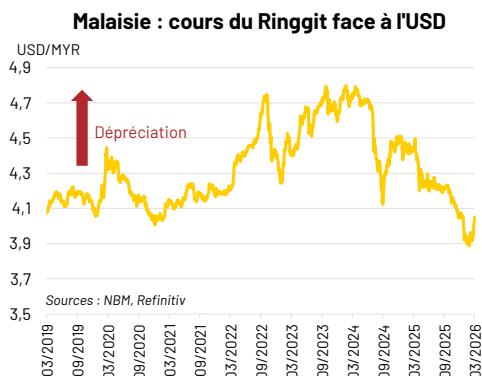
<sup>13</sup> A partir du 1 avril, les quotas mensuels de carburant subventionnés seront réduits de 33 %.

<sup>14</sup> Contre 19,5 % pour l'Indonésie et 12,5 % pour le Vietnam selon Global Trade Alert. Le taux initialement imposé par les Etats-Unis en 02/2025 était de 25 % a été ramené à 19 % au 07/2025 et 10 % après la décision d'annulation de la Cour Suprême en 02/2026.

<sup>15</sup> La Malaisie est le 4<sup>ème</sup> exportateur mondial d'huile de palme.



Ringgit s'est également apprécié face aux devises de ces principaux partenaires (Chine, Corée, Thaïlande). De solides performances à l'export et une dynamique favorable des IDE iraient en principe de pair avec la poursuite de la tendance haussière du MYR.



Cependant, depuis le début de la guerre en Iran, le MYR subit des pressions baissières (-3,8 % face à l'USD début avril par rapport au début du conflit) à l'instar des autres devises asiatiques, la zone Asie étant identifiée comme étant particulièrement vulnérable aux répercussions du conflit<sup>16</sup>. Au-delà de la durée du conflit et de son impact macroéconomique, la BNM sera vigilante à l'évolution des *Fed Funds*, dans un contexte de probable remontée de l'inflation aux Etats-Unis. Il s'agira en effet d'éviter que le différentiel de taux d'intérêt se creuse avec les Etats-Unis, au risque de générer des tensions sur les flux de capitaux et le MYR. Ce risque est d'autant plus important que la Malaisie est sensible aux sorties de capitaux, en raison d'un stock d'investissements de portefeuille étrangers non négligeable (35,5 % du PIB). En cas de forte volatilité du MYR, la BNM pourra néanmoins s'appuyer sur de confortables réserves de change (4,9 mois d'importations, +3,8 % en m.a en 2025), pour intervenir temporairement sur le marché des changes.

La dette externe a eu tendance à diminuer en 2025 (68,9 % du PIB fin 2025). Si la part à court terme (56 % du total) progresse et est couverte à hauteur de 69 % par les réserves de change, selon le FMI, elle concerne principalement le secteur bancaire dont les paramètres robustes tempèrent le degré de risque<sup>17</sup> (cf. Partie 1). Près de 67 % de la dette externe est libellée en devises, ce qui représente un risque de change non négligeable, surtout lorsque le Ringgit perd de la valeur face à l'USD.

## 4. ASPECTS POLITIQUES

### • Vers plus de stabilité sur la scène politique

Après plusieurs années d'instabilité politique entre 2018 et 2022, la situation s'est nettement apaisée depuis les

<sup>16</sup> Environ 80 % du pétrole transitant par le détroit d'Ormuz a pour destination l'Asie

<sup>17</sup> Les banques malaisiennes ont accès à des outils de financement extérieur de court terme, mode de financement conventionnels pour des banques de standing international. Cela expose néanmoins à des risques de refinancement en cas de remontée des taux, à une hausse du coût des outils de couverture.

<sup>18</sup> United Malays National Organisation.

élections de 2022. Le gouvernement d'A. Ibrahim, soutenu par une large coalition regroupant les groupes centristes Pakatan Harapan et Barisan Nasional (dont le principal parti UMNO<sup>18</sup> a été à la tête du pays entre 1957 et 2018) dispose d'environ deux tiers des sièges. Une loi votée en 2023 interdit les changements de parti des membres du Parlement et devrait en principe contribuer à consolider la base politique du gouvernement jusqu'aux prochaines élections législatives de février 2028.

Le pays reste traversé par des tensions ethniques et religieuses, qui alimentent la progression de l'opposition islamiste (Perikatan Nasional). Ces clivages résonnent avec les positions du Barisan Nasional, traditionnel défenseur des intérêts de la population malaise (*bumiputera*)<sup>19</sup>. Dans ce contexte, la coalition au pouvoir doit composer avec ces revendications, ce qui la conduit à maintenir certains dispositifs préférentiels afin de préserver son équilibre interne.

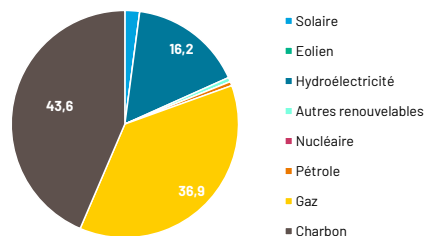
### • Pragmatisme diplomatique

La Malaisie promeut la coopération au sein de l'ASEAN (transports, digitalisation, énergies renouvelables). Si elle entretient des relations économiques profondes avec la Chine, les inquiétudes concernant la position chinoise en Mer de Chine Méridionale amènent la Malaisie à se rapprocher du Japon et des Etats-Unis sur les problématiques de sécurité maritime. Une reprise des négociations est attendue avec l'Union Européenne (UE) en juin 2026 pour aboutir à moyen terme à un accord de libre-échange. Par ailleurs, la Malaisie a rejoint les BRICS en 2024 en tant que pays partenaire<sup>20</sup>.

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Signataire des accords de Paris, la Malaisie s'est engagée à atteindre la neutralité carbone à horizon 2050, avec comme objectif intermédiaire de réduire d'ici 2030 les émissions de gaz à effet de serre par unité de PIB de 45 % par rapport au niveau de 2005.

**Malaisie : production d'électricité par sources, en % (2024=195,9 TWh)**



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)

Bien que l'introduction d'une taxe carbone ciblant les secteurs de l'énergie, du fer et de l'acier ait été annoncée

<sup>19</sup> L'ethnie malaise représente 60 % à 70 % de la population mais seulement 19 % des richesses totales environ. Depuis 1971, les malais bénéficient de programmes de discrimination positive (préférences de recrutement jusqu'à 30 % pour les entreprises domestiques et étrangères, représentation dans les directions, places à l'université...).

<sup>20</sup> Dans ce cadre, la Malaisie ne dispose pas de droit de vote au sein des BRICS mais peut accéder aux financements de la banque NBD.



à plusieurs reprises pour 2026, sa mise en œuvre a été repoussée faute de base légale, alors même que la pression s'intensifie avec l'entrée en vigueur du mécanisme d'ajustement carbone de l'UE (MACF) en janvier 2026.

Les principaux risques physiques sont liés à la fois aux inondations, à la montée du niveau de la mer et aux épisodes de sécheresse. La part des énergies bas carbone atteint 19 % en 2024, la spécialisation du pays dans les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) présente un risque de transition non négligeable.

## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
<b>Flore Gaumont</b>	<i>Economiste stagiaire</i>	flore.gaumont@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.